

## **1. Itinérance cachée et violence conjugale**

Lorsque l'auteur ou l'autrice de violence conjugale se fait arrêter, un cycle d'itinérance cachée est normalement produit à cause des interdictions de contact imposées.

Les voitures, les chaînes de restauration rapide, les sofas, les salons, les chambres des amis, les parcs, les stationnements ou les stations de métro deviennent des toits transitoires. Les hommes ou les femmes judiciairisés n'ont pas assez de ressources en logement d'urgence comme ceux qui sont offerts prioritairement aux victimes.

Notre organisme aimerait avoir une bâtisse pouvant loger gratuitement aux auteurs et aux autrices de violence conjugale. La prolifération de ces bâtiments réduirait l'itinérance cachée de ces personnes-là. Il faut tenir compte qu'ils sont aussi des victimes de leur violence.

## **2. Itinérance cachée et travail du sexe**

La société globale est axée sur l'image, la possession de biens matériels, le plaisir, le voyage, la consommation, l'irresponsabilité et l'argent facile. Ils sont tous prônés par les réseaux sociaux (TikTok, Instagram, YouTube, Snapchat, X, etc.). Ces tendances exercent une pression sociale chez les individus déjà frappés par la crise économique. Le travail du sexe peut devenir une option rapide et temporaire lorsqu'il faut se procurer de biens dispendieux.

Des hôtels, des motels, des AirBnB ou des salons de massage deviennent des résidences temporaires. D'ailleurs, les sites de rencontre, les boîtes de nuit, des fêtes clandestines, les casinos, les *strip clubs* ou les clubs libertins peuvent aussi leur servir à se trouver un toit pour la nuit.

Les personnes en situation d'itinérance sont trop vulnérables. Plusieurs ont des troubles de santé mentale. Les itinérants peuvent donc être poussés vers la marchandisation ou l'exploitation de leur sexualité en échange d'argent, des substances, de protection ou du logement temporaire. Surtout pendant l'hiver.

Vu qu'ils sont généralement marginalisés et/ou judiciairisés, l'accès à un logement est presque impossible. Normalement, leur crédit est mauvais, ils ne sont pas sur le marché du travail et ils n'ont pas de références à fournir non plus. Plusieurs sont sur l'aide sociale et d'autres ont des statuts précaires.

Le manque de services sociaux spécialisés affecte leur prise en charge. De ce fait, les vendeurs de drogue ou d'autres délinquants essaient de les recruter afin d'exploiter leurs corps. Et pire encore, Google est devenu le roi numérique des proxénètes. Son moteur de recherche affiche des sites Web consacrés à un métier toléré qui se pratique illégalement au Québec et ailleurs.

Nous parlons d'un marché noir qui produit des millions de dollars par année au Grand Montréal. Cependant, aucune taxe n'est récoltée par le gouvernement. Des femmes ou des hommes peuvent afficher librement leurs services sexuels librement. Ils partagent leurs numéros de téléphone cellulaire ou leurs réseaux sociaux dans le but de se faire contacter facilement. Google profite de la vulnérabilité des travailleurs du sexe en augmentant le profit des compagnies y associés. De plus, des vidéos de nature sexuelle impliquant des itinérants sont postées sur internet sans que personne ne fasse rien.

**3. Promouvoir les saines habitudes de vie pour prévenir la dépendance, les toxicomanies et l'itinérance.**

Comment le faire? La ville de Montréal devrait s'assurer de miser sur la prévention de la dépendance dans toutes les écoles du territoire.

Même si notre mandat est régional (Laval, Longueuil, Montréal et leurs banlieues), l'organisme Copatla n'a qu'une seule subvention gouvernementale (PSOC).

Aidez-nous à vous aider.

Sandro Leal Dominguez, directeur général chez Copatla.

Hiver, 2025.